VILLE DE HUNINGUE

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DE HUNINGUE

DE LA SÉANCE DU 30 SEPTEMBRE 2021

Le Conseil Municipal s'est réuni, après avoir été convoqué en due forme, en séance ordinaire et en nombre valable.

Monsieur **le Maire** ouvre la séance à 18h35 et salue les Conseillers présents.

Présents :

Monsieur Jean-Marc DEICHTMANN, Maire.

Mmes et MM. Dominique BOHLY, Valérie ZAKRZEWSKI, Christian KEIFLIN, Nicole GESSER, Denis BRENGARD, Véronique STADLER, Jules FÉRON, Adjoints.

Mmes et MM. Magdalena KAUFMANN-SPACHTHOLZ, Philippe SUTTER (arrivé au point 2), Céline ADESSI, Franck KEIFLIN, Aline GOSALBES, Hassina HEBBACHI, Anne-Catherine GIESHOFF, Angélique BONNES-LIJIC, Marie TROENDLÉ, Qendresa ALIU, Julien CHRISTLER, Mathieu FRIES (arrivé au point 3), Véronique WAUTHIER (arrivée au point 5), Patrick STRIBY, Alexandrina TRENEVA, Conseillers.

Ont donné procuration

Madame Christine FRANCOIS qui a donné procuration à Monsieur Philippe SUTTER
Monsieur Amar ZELLAGUI qui a donné procuration à Monsieur Jules FÉRON
Monsieur Umberto MEDIATI qui a donné procuration à Madame Valérie ZAKRZEWSKI
Monsieur Philippe LAPP-HUMBERT qui a donné procuration à Monsieur Dominique BOHLY

Absents

MM. Olivier CLAUDE et Lyass BENCHEKOR

Secrétaire de séance

M. Quentin BRUNOTTE, Directeur Général des Services.

Presse

Journal : L'Alsace

ORDRE DU JOUR :

POINT. 1	ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 24 JUIN 2021	3
POINT. 2	DÉSIGNATION D'UN SECRÉTAIRE DE SÉANCE	3
POINT. 3	PROVISION POUR CRÉANCES SUPÉRIEURES À 2 ANS	4
POINT. 4	OCTROI DE PRIME	5
POINT. 5	MODIFICATION N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)	6
POINT. 6	MODIFICATION N°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)	9
POINT. 7	TARIFS ACCUEIL PERISCOLAIRE	14
POINT. 8	MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS	15
POINT. 9	INFORMATIONS DU MAIRE	17
POINT. 10	POINTS DIVERS	17

POINT. 1 ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 24 JUIN 2021

Le procès-verbal est transmis en annexe à l'ordre du jour.

Les observations sont à formuler par écrit avant la séance ou de vive voix au moment de l'adoption du procès-verbal.

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité moins une abstention (Monsieur Patrick STRIBY) :

- d'approuver le procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 24 juin 2021.

POINT. 2 DÉSIGNATION D'UN SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Arrivée de Monsieur Philippe SUTTER.

L'article L. 2541-6 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) applicable en Alsace-Moselle, indique que lors de chacune de ses séances, le Conseil Municipal désigne son secrétaire.

Ce secrétaire peut être choisi en dehors des membres du Conseil.

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- de nommer Monsieur Quentin BRUNOTTE, DGS, en tant que secrétaire de séance.

POINT. 3 PROVISION POUR CRÉANCES SUPÉRIEURES À 2 ANS***Arrivée de Monsieur Mathieu FRIES.***

Monsieur **Denis BRENGARD** expose :

Le montant total des créances de la Commune qui auront au moins deux ans au 31 décembre 2021 est actuellement de 82 455,27 € ; avec pour effet de mettre en principe une provision à hauteur de 15 % de cette somme, portée toutefois à 20 %, par mesure de sécurité), pour une somme de 16 491 €.

Aussi, compte tenu des crédits déjà inscrits au BP 2021 (10 000 €) ;

Il est proposé au Conseil Municipal d'ajuster les lignes budgétaires comme suit :

Section de fonctionnement :

Chapitre 022 « Dépenses imprévues »	- 7 000 €
Chapitre 042 compte 6817 « Dotations aux provisions pour dépréciation des actifs circulants »	+ 7 000 €

Section d'investissement :

Chapitre 020 « Dépenses imprévues »	- 7 000 €
Chapitre 040 compte 4912 « Provisions pour dépréciation des comptes de redevables »	+ 7 000 €

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- d'approuver les mouvements budgétaires proposés ci-dessus.

POINT. 4 OCTROI DE PRIME

Monsieur **Jules FÉRON** expose :

Dans le cadre de la troisième phase du dispositif d'aide à la mise en valeur urbaine initié par le Conseil Municipal, il est proposé d'attribuer une prime pour des travaux réalisés en 2021 qui correspondent aux critères fixés.

Ainsi le Conseil Municipal est amené à se prononcer sur l'octroi de l'aide suivante à l'établissement « *LE SAFRAN* », pour le bâtiment sis 18 rue du Maréchal Foch, correspondant à l'installation d'un store banne.

Le montant de l'aide attribuable est de 25% du coût HT des travaux, à concurrence de 2 000 €.

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- d'octroyer la somme 772,52 € à l'établissement « *LE SAFRAN* » sis au 18 rue du Maréchal Foch, pour des travaux d'un montant de 3 090,10€ HT répondant aux critères fixés par le dispositif d'aide à la mise en valeur urbaine.

POINT. 5 MODIFICATION N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)***Arrivée de Madame Véronique WAUTHIER.***

Monsieur **Dominique BOHLY** expose :

Le bilan de la mise à disposition du public du projet de modification simplifiée du PLU est le suivant :

- la publicité légale dans l'Alsace et les DNA est parue les 27 et 28 mai 2021, les informations étaient disponibles sur le site internet de la Commune ;
- la mise à disposition du dossier en Mairie a été effective du 14 juin au 30 juillet 2021 :
 - o visites lors de la mise à disposition : néant ;
 - o observations dans le registre, courriers... : quatre observations ont été recueillies ;
 - o remarques émanant des personnes publiques associées : néant.

VU le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 153-45 à L. 153-48 ;

VU le PLU approuvé le 20 juillet 2020 ;

VU l'absence d'avis émis par les personnes publiques associées, vu les résultats de la mise à disposition du public ;

VU la décision de la MRAE du 19 mars 2021 de ne pas soumettre le projet à évaluation environnementale.

Il est proposé le maintien du dossier tel que mis à disposition du public avec quelques adaptations, compléments et précisions issus des différentes interventions recueillies durant cette procédure, à savoir :

- des précisions réglementaires relatives aux aménagements nécessaires aux personnes à mobilité réduite ;
- des précisions et simplifications rédactionnelles relatives aux exigences de places de stationnement ;
- des précisions et modifications relatives à la règle d'emprise au sol pour les piscines et terrasses non couvertes.

Il est rappelé que la notion de « studio », qui a été supprimée dans les normes de stationnement, entre dans la catégorie des « logements » pour le calcul de ces normes applicables.

Certaines demandes réceptionnées durant la mise à disposition du public, trop éloignées des sujets traités ou nécessitant des investigations plus larges, n'ont pas été prises en compte mais seront étudiées lors de la prochaine modification du PLU.

CONSIDÉRANT que la modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme telle qu'elle est présentée au Conseil Municipal est prête à être approuvée conformément à l'article L.153-47 du Code de l'urbanisme.

CONSIDÉRANT la nécessité, dans un souci du respect de l'intérêt général :

- o de repenser plus précisément la manière dont sera assurée la continuité bâtie le long de l'axe du boulevard d'Alsace, et en même temps de supprimer un emplacement réservé sur des terrains déjà acquis ;
- o d'assouplir la règle de recul des constructions par rapport à une partie de la zone N afin d'optimiser le foncier disponible en zone UE2 ;

- de créer un périmètre de centre-ville dans lequel des exemptions sont accordées pour la création de places de stationnement ;
- de globaliser et simplifier les normes de stationnement pour la destination « habitation » ;
- d'apporter de la souplesse dans l'autorisation de piscines et terrasses en zone UC, au vu de l'évolution du tissu bâti ;
- de faciliter par une rédaction plus simple la lecture de certaines règles.

Beaucoup de ces changements à la marge résultent des échanges entre concepteurs du règlement et service instructeur, au vu des demandes d'autorisation d'urbanisme récentes. Les compléments qui résultent de la consultation par le biais de la mise à disposition du public, contribuent à renforcer le dispositif d'amélioration du règlement d'urbanisme de la Ville.

Monsieur **Patrick STRIBY** précise que la liste minoritaire s'était exprimée contre l'adoption du PLU et que, pour maintenir une démarche cohérente, les Conseils Municipaux concernés ne voteront pas les modifications techniques d'un document qu'ils n'ont pas approuvé.

Madame **Anne-Catherine GIESHOFF** souhaite connaître la nature des demandes qui ont été jugées trop éloignées.

Monsieur **Dominique BOHLY** précise que cela concernait, entre autres, des règles de recul pour les pergolas. Ces questions semblent trop précipitées, elles nécessitent plus d'études.

Monsieur **le Maire** affirme qu'il n'est pas question de déroger, pour une personne, aux règles qui s'appliquent à un secteur et à tous ses habitants.

Monsieur **Dominique BOHLY** estime que le PLU doit s'adapter au mode de vie, il doit évoluer. Il y a 30-40 ans les carports n'existaient pas.

Monsieur **le Maire** confirme que ce document doit être vivant.

Madame **Céline ADESSI** souhaite obtenir des précisions quant aux questions de projets de terrasses et de piscines et notamment eu égard aux aspects écologiques.

Monsieur **Dominique BOHLY** précise que le PLU réduit les constructions en Zone UC à 30% de la surface. Il s'agit d'une réduction drastique. Par conséquent, il semblait intéressant de maintenir la possibilité d'édifier des constructions à faible impact telles des piscines sans qu'elles ne soient prises en compte dans ce pourcentage. Ce qui est important c'est le maintien de l'aspect pavillonnaire de faible densité. Ce sont les logements qui sont visés, mais pas les ouvrages annexes (garages, carports, piscines, terrasses...).

Le Conseil Municipal décide à 23 voix pour, 4 voix contre (Monsieur Mathieu FRIES, Madame Véronique WAUTHIER, Monsieur Patrick STRIBY, Madame Alexandrina TRENEVA) :

- d'approuver la modification simplifiée du PLU telle qu'elle est annexée à la présente pour les motifs énumérés ci-dessus.
- de dire que la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans un journal diffusé dans le Département.
- de dire que le dossier de modification simplifiée du PLU est tenu à la disposition du public en mairie et en Préfecture du Haut-Rhin aux jours et heures habituels d'ouverture.
- de dire que la présente délibération sera exécutoire après l'accomplissement des mesures de publicité précitées.

La présente délibération accompagnée du dossier qui lui est annexé sera transmise au Préfet du Haut-Rhin ainsi qu'au Sous-Préfet de l'Arrondissement.

POINT. 6 MODIFICATION N°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)

Monsieur **Dominique BOHLY** expose :

Depuis la révision du Plan d'Occupation des sols, les procédures d'urbanisme adoptées ont été les suivantes :

- un premier PLU approuvé le 28 février 2008 ;
- une révision approuvée le 20 juillet 2020, modifiée une première fois le 30 septembre 2021.

Dans le cadre du PLU qui a été approuvé en 2020, un classement « d'attente » (zonage inconstructible) a été proposé afin de laisser mûrir les projets et de vérifier s'ils sont compatibles avec le nouveau visage de la Ville, qui se dessine à travers divers projets urbains principalement tournés vers le Rhin et le canal.

Le PLU a été l'occasion de réaliser une évaluation environnementale, permettant d'ébaucher les contraintes et potentiels du site.

L'ouverture à l'urbanisation de la zone 2-AUe est conditionnée par la réalisation d'une évaluation environnementale affinée localement permettant de fixer de nouvelles orientations d'aménagement.

VU le code de l'urbanisme et notamment son article L153-38 ;

VU le Plan Local d'Urbanisme de Huningue approuvé le 2 juillet 2020 ;

VU la modification du PLU approuvée le 30 septembre 2021 ;

VU la nécessité d'engager un processus d'évolution du document d'urbanisme permettant :

- d'ouvrir à l'urbanisation une partie du site de la gravière classé en 2-AUe ;
- d'ajuster les capacités de développement du secteur SUD, en matière d'aménagement paysager et circulation des modes doux ;
- d'affiner à la marge la réglementation d'urbanisme et de revoir les emplacements réservés pour équipements publics ;
- de vérifier la pertinence de certaines règles vis-à-vis des projets en cours.

CONSIDÉRANT que le site de l'ancienne gravière présente un intérêt stratégique dans la réflexion de développement économique et d'aménagement de la Ville de Huningue et au-delà sur le territoire des Trois-Pays;

CONSIDÉRANT que les études pour l'aménagement de la friche et de ses abords peuvent permettre une mise en valeur du foncier et une amélioration de la qualité urbaine et environnementale du site ;

CONSIDÉRANT que la situation géographique du site, au carrefour de la France, de l'Allemagne et de la Suisse constitue une opportunité unique de développement et de création d'emplois ;

CONSIDÉRANT que la proposition de Monsieur le Maire de la Ville de Huningue, d'initier une procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme notamment pour ouvrir à l'urbanisation une partie de la zone classée 2-AUe, constitue une évolution logique et programmée du document d'urbanisme en vigueur ;

CONSIDÉRANT la nécessité d'ajuster le règlement existant pour assouplir ou affiner certaines règles notamment pour les quartiers résidentiels en renouvellement ;

CONSIDÉRANT que les projets urbains nombreux, complexes et ambitieux qui ont été proposés depuis la révision du PLU peuvent nécessiter localement des ajustements et/ou mises à jour des orientations réglementaires, sans affecter les fondements du PLU approuvé.

ENTENDU l'exposé rendant compte des justifications en faveur de l'ouverture à l'urbanisation d'une partie du site de la gravière classée en 2-AUe.

Monsieur **le Maire** précise que la gravière qui est évoquée fait partie du foncier qui appartient à « *NOVARTIS* » et qui est située entre le Biotech, « *DELPHARM* » et « *ELANCO* ». Il est vrai que « *NOVARTIS* », pendant de longues années, n'a jamais souhaité vendre un mètre carré de terrain. Cependant le nouveau directeur général, arrivé fin 2018, souhaite que le foncier qui ne servira pas à la société à moyen ou à long terme, trouve preneur.

Monsieur **Dominique BOHLY** précise que ces terrains sont classés en zone industrielle alors qu'auparavant ils étaient inconstructibles.

Monsieur **le Maire** indique que, constatant ce changement, « *NOVARTIS* » s'est rapproché d'une société spécialisée dans l'aménagement pour entreprises. Mais pour que le projet puisse se réaliser (même si rien n'est pour l'heure finalisé), il faut que le PLU s'adapte.

Monsieur **Patrick STRIBY** souhaite avoir confirmation du dépôt, sur ce site, de dizaines de milliers de tonnes de gravats de chantier.

Monsieur **Dominique BOHLY** confirme que cette gravière a été remblayée.

Monsieur **Patrick STRIBY** poursuit en souhaitant savoir si ce remblayage a été réalisé à l'aide de fûts.

Monsieur **Dominique BOHLY** rétorque ne pas être en mesure de connaître la nature des éléments qui composent le sous-sol.

Monsieur **Patrick STRIBY** affirme avoir rencontré une personne, un chauffeur, qui affirme avoir participé à des centaines d'aller-retours vers cette gravière et avoir transporté de tout. Monsieur **Patrick STRIBY** se déclare favorable à cette nouvelle affectation de la zone mais estime que la question du sous-sol ne se réglera pas simplement.

Monsieur **le Maire** confirme qu'il est nécessaire de trouver une nouvelle affectation à ces terrains. Le projet 3Land ne doit pas se borner à créer de l'emploi en Suisse et en Allemagne en se contentant de prévoir une zone bucolique en France tel que cela avait été présenté en 2010. Certes les entreprises de nos jours ne sont plus celles des années 50 ou 60, mais le foncier étant libre, il est hors de question d'y faire autre chose que de l'industrie.

Monsieur **le Maire** précise que le bassin de vie est tout de même touché par le chômage, même s'il est moindre qu'ailleurs, et que la création d'entreprises est toujours une bonne nouvelle.

Monsieur **le Maire** affirme que des pollutions sont constatées partout où il y avait de l'entreprise et de l'industrie. Il y a une zone, dont on ne parle pas aujourd'hui, la STEIH, qui a été dépolluée pour un prix pharaonique par « *NOVARTIS* ». C'est une belle opportunité pour « *NOVARTIS* » qui marque ainsi son intérêt pour l'environnement, mais il s'agit surtout d'une chance pour la Ville qui dispose, sur son territoire, d'un site propre qui pourra, à terme, être affecté à d'autres utilités.

Monsieur **le Maire** précise que, dans le cas évoqué aujourd'hui, les entreprises ne vont pas s'installer du jour au lendemain, elles doivent disposer d'un ensemble d'autorisations. Les formalités d'achat/vente ne sont pas encore engagées. Le souhait de la Commune est d'anticiper pour ne pas pénaliser l'aménageur ou « *NOVARTIS* » par des délais de modification du PLU.

Monsieur **Patrick STRIBY** souhaite savoir ce qu'il advient du site « *CLARIANT* ».

Monsieur **le Maire** indique « au conditionnel » que « *CLARIANT* » souhaiterait également vendre et que le même aménageur pourrait être à la manœuvre. Il n'y a rien de signé, la situation est clairement plus aboutie avec « *NOVARTIS* ».

Monsieur **Mathieu FRIES** souhaite connaître la surface de la gravière.

Monsieur **le Maire** et Monsieur **Dominique BOHLY** indiquent qu'il s'agit de 6 à 7 hectares.

Monsieur **Mathieu FRIES** s'interroge sur le point de savoir s'il s'agit du même aménageur que celui qui opère sur le site de « *CARPENTER* ».

Monsieur **le Maire** répond par la négative. Sur le site « *CARPENTER* » il s'agit plus d'un promoteur qui s'intéresse à des surfaces commerciales. Dans la zone industrielle, il s'agit de développement économique et donc d'entreprises à vocation industrielle.

Monsieur **le Maire** précise que l'idéal serait que ce site n'accueille pas des entrepôts mais bien des sous-traitants pour des entreprises déjà implantées.

Monsieur **le Maire** indique qu'il s'agit d'un vœu pieux mais que cela aurait beaucoup de sens sur le plan de la circulation, des distances. Il a été d'emblée indiqué qu'il serait impensable d'y installer des logisticiens. La zone industrielle est dans un « cul de sac », certes la frontière est ouverte, mais il est hors de question qu'il y ait encore plus de poids-lourds. Les riverains de la RD 107, nouvellement nommée RD 607, se plaignent déjà des nuisances engendrées par la circulation sur cet axe.

Monsieur **Dominique BOHLY** précise qu'il s'agit de terrains vierges et donc d'une opération d'aménagement avec la création de routes, d'accès et de raccordements aux réseaux. Il est toutefois prévu d'y conserver 30% d'espaces verts boisés pour qu'il y ait un poumon vert dans cette zone industrielle.

Monsieur **le Maire** précise que cela convient à l'aménageur qui n'est pas prêt à surdensifier la zone.

Madame **Anne-Catherine GIESHOFF** comprend qu'il y a donc 7 hectares de gravière.

Monsieur **le Maire** confirme. La zone est située à l'arrière du Biotech, direction SAINT-LOUIS, l'endroit le plus boisé se situe vers les jardins familiaux de SAINT-LOUIS. Il y a des Ludoviciens qui vivent dans ce secteur et il est hors de question de faire de l'activité économique à quelques dizaines de mètres de leurs habitations. Ce terrain se prolonge vers HUNINGUE en passant derrière « TFL » et « DELPHARM ».

Monsieur **Dominique BOHLY** précise également qu'une piste cyclable commence au rond-point de la rue de la Chapelle et sort vers la rue de l'industrie.

Madame **Anne-Catherine GIESHOFF** en conclut donc que sur les 7 hectares concernés, environ 2 resteront des espaces boisés compte tenu de la règle visant à conserver 30 % d'espaces verts.

Monsieur **Dominique BOHLY** confirme mais affirme ne pas savoir où se situeraient les espaces ainsi conservés.

Monsieur **le Maire** précise que la seule chose gravée dans le marbre est la conservation de cette végétation entre SAINT-LOUIS et HUNINGUE où la nature a repris ses droits avec de beaux et grands arbres.

Madame **Anne-Catherine GIESHOFF** estime qu'il s'agit probablement là d'un habitat important pour les espèces qui y vivent.

Monsieur **Dominique BOHLY** indique qu'il est nécessaire d'aborder ces questions de manière globale en pensant transports doux, corridors écologiques et en insérant le tout par rapport aux situations de l'ancienne « STEIH » et des terrains « CLARIANT ».

Madame **Anne-Catherine GIESHOFF** affirme que la question ne peut être réduite à la trame verte ou aux corridors écologiques mais qu'elle doit englober celle de l'habitat des espèces.

Monsieur **Dominique BOHLY** estime qu'il faut savoir ménager la chèvre et le chou, en proposant des axes de réflexion tout en permettant à l'aménageur de pouvoir faire son opération.

Monsieur **Mathieu FRIES** se déclare en accord avec Monsieur **Dominique BOHLY** en affirmant ne pas souhaiter se promener dans une zone industrielle le dimanche malgré la présence d'un espace vert.

Monsieur **Dominique BOHLY** considère que les choses ont changé, les zones industrielles ne sont plus conçues comme avant.

Monsieur **Dominique BOHLY** affirme que les gens seraient étonnés de constater la biodiversité qui existe sur le site de son activité professionnelle.

Monsieur **le Maire** conçoit que cette zone puisse être considérée comme moins agréable que les bords du Rhin pour les promeneurs et cyclistes mais estime qu'il ne s'agit pas d'un secteur ayant subi une pollution industrielle classique des années 50/60.

Monsieur **Mathieu FRIES** souhaite obtenir des précisions quant à la piste cyclable entre SAINT-LOUIS et HUNINGUE.

Monsieur **le Maire** rappelle que SAINT-LOUIS AGGLOMÉRATION a pris la compétence en la matière.

Monsieur **le Maire** indique s'exprimer sous contrôle de Monsieur **Patrick STRIBY** et rappelle qu'il s'agit d'une priorité absolue. Le problème que rencontre SAINT-LOUIS est de trouver une solution pour prolonger la piste Huninguoise qui elle, est terminée. Il ne faut pas accuser la Ville de SAINT-LOUIS car la situation foncière y est très compliquée et les parcelles sur lesquelles pourraient être édifié cet ouvrage n'appartiennent de loin pas toutes à la Ville. SAINT-LOUIS doit donc négocier avec les propriétaires qui ne sont pas toujours réceptifs aux souhaits de transports doux et de développement durable qui motivent ce projet.

Monsieur **le Maire** estime qu'il s'agit d'un sujet urgent et que la ville de SAINT-LOUIS y est totalement impliquée.

Monsieur **Patrick STRIBY** souhaite obtenir des précisions s'agissant de la construction de l'hôtel en bord de Rhin.

Monsieur **le Maire** répond qu'en effet le permis de construire a été accordé et qu'aucun recours n'a été déposé. Il est donc actuellement valable. Après avoir rencontré les représentants du promoteur en charge de l'aménagement de cette zone, « *CONSTRUCTA* », il apparaît que l'hôtel sera de catégorie quatre étoiles et porté par le groupe « *HILTON* ».

Monsieur **le Maire** espère que ce projet aboutira d'ici deux à deux ans et demi.

Le Conseil Municipal décide à 23 voix pour, 1 voix contre (Monsieur Mathieu FRIES) et 3 abstentions (Madame Véronique WAUTHIER, Monsieur Patrick STRIBY, Madame Alexandrina TRENEVA) :

- de valider le principe d'une procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme approuvé le 2 juillet 2020 et modifié le 30 septembre 2021, pour permettre :

- d'une part d'ouvrir à l'urbanisation à court terme une partie du site classé en zone 2-AUe, en prévoyant notamment les conditions de son aménagement et de sa mise en valeur urbaine et paysagère ;
- d'autre part de modifier les conditions d'urbanisation de la zone sud afin notamment de favoriser le développement paysager et la circulation des modes doux.

- d'ajuster le règlement et les orientations d'aménagement des zones urbanisables pour clarifier la compréhension du règlement, apporter de la souplesse d'aménagement et/ou faciliter l'instruction des dossiers.

POINT. 7 TARIFS ACCUEIL PERISCOLAIRE

Madame **Valérie ZAKRZEWSKI** expose :

Suite à l'ouverture de la Classe ULIS en juin 2021 au sein de l'école Pagnol, l'accueil périscolaire se doit de proposer une prise en charge des enfants qui y sont scolarisés.

Malgré le fait que la classe ULIS soit composée d'élèves venant de toute la circonscription, il est proposé de leur appliquer le tarif réservé aux enfants Huninguois pour le créneau de midi (animation + repas) :

À savoir (selon les catégories de revenus) :

- pour la catégorie 1 : 7,20 € ;
- pour la catégorie 2 : 7,90 € ;
- pour la catégorie 3 : 9,20 €.

Monsieur **le Maire** souhaite apporter des précisions quant à cette ouverture de classe ULIS. Cette classe accueille des enfants en difficulté scolaire qui suivent une partie du cursus dans une classe habituelle, tandis que le reste du temps se passe dans cette classe avec un enseignant particulier.

Il s'agit d'une classe limitée à 12 élèves aux programmes particuliers. Il n'y en avait que deux à SAINT-LOUIS jusqu'alors et il était difficile pour les familles d'y trouver des places. Monsieur **le Maire** estime qu'il s'agit d'une très bonne chose qu'une telle classe puisse bénéficier à des Huninguois comme à d'autres enfants du secteur. Ces enfants sont dans des situations particulières et restent à l'école toute la journée, il ne semblait pas juste qu'ils soient dans l'obligation de s'acquitter de tarifs supérieurs au périscolaire et ce quelle que soit leur commune de résidence.

Madame **Magdalena KAUFMANN-SPACHTHOLZ** et Monsieur **Philippe SUTTER** rapportent connaître des familles et des enfants bénéficiant de tels dispositifs et que cette création est une bonne nouvelle.

Monsieur **le Maire** estime que le besoin était identifié et que cette création de classe ULIS n'est pas un luxe. Celle-ci a d'ailleurs été remplie en moins de temps qu'il ne faut pour le dire.

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- de valider les tarifs tels que décrits ci-dessus.

POINT. 8 MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Monsieur **le Maire** expose :

L'Académie des Arts propose de nombreux enseignements artistiques au nombre desquels figurent des enseignements instrumentaux plus traditionnels ou plus pérennes. Ainsi l'enseignement de la harpe a été assuré depuis de très nombreuses années par un agent contractuel (en CDI à temps plein) qui vient d'être admis à faire valoir ses droits à la retraite. Cet emploi est supprimé de facto, l'intéressée qui en était titulaire ayant quitté la collectivité.

Monsieur **le Maire** tient à saluer Madame Françoise GERWILL, fidèle parmi les fidèles, qui a fait valoir ses droits à la retraite et qui a travaillé pour l'Académie des Arts depuis sa création.

Aussi, il est proposé de créer dans un premier temps un emploi d'Assistant d'enseignement artistique principal de 2^{ème} classe à TNC (5/20^{ème}) pour l'enseignement de la Harpe. Il est également proposé la transformation d'un emploi d'Assistant d'enseignement artistique principal de 2^{ème} classe à TNC (5/20^{ème} à ce jour) pour l'enseignement du piano par l'augmentation de son temps de travail à 10/20^{ème}. Par ailleurs, les mouvements constatés en ce début d'année conduisent la direction à redéployer certaines disciplines peu enseignées.

Le Service des Ressources Humaines au plus proche de l'activité, fait face à une situation très tendue en terme de volume de travail dû à une croissance de l'activité municipale ces dernières années, à la prise en compte des nouvelles réglementations et exigences, à une sur-complexité des situations notamment dans la prévention, à une gestion des effectifs plus dynamique et souple, à une volonté affirmée d'être proches des agents. De surcroit un agent à temps plein de retour de congé de maternité vient de faire valoir durablement un temps partiel de droit ce qui ramène les effectifs du service à 4,2 équivalent temps plein, chiffre insuffisant pour gérer une population de plus 180 collaborateurs permanents. Aussi, il est proposé de créer un poste d'Adjoint administratif à temps complet permettant une réorganisation des domaines dont a la charge le service.

Monsieur **le Maire** précise qu'il n'y a pas de simplification en matière de ressources humaines, qu'il s'agit même du contraire. Le nombre d'agents n'a pas diminué, il a même augmenté ne serait-ce qu'à la suite de la création de La DUNETTE.

La situation des agents au sein du service évolue au gré de maternités et de demandes de variations de temps de travail. Ce sont ces paramètres qui rendent nécessaire la création de ce poste.

Monsieur **le Maire** précise que la Commune fait de son mieux pour ne pas faire exploser le nombre de postes et pour économiser dès que la situation le permet. Il s'agit donc d'un solde de 0,7 poste en plus.

Monsieur **Patrick STRIBY** estime que, dans le contexte tant local que national, ce n'est pas la pente qu'il faut donner aux dépenses publiques, mais qu'il faudrait plutôt inverser cette tendance. Cette dépense emportera des conséquences sur les années à venir.

Monsieur **Patrick STRIBY** précise comprendre le besoin mais souhaite exprimer cet avis en s'abstenant lors du vote.

Monsieur **le Maire** précise qu'à la place de **Monsieur Patrick STRIBY**, il tiendrait le même discours

Monsieur **le Maire** respecte l'avis exprimé, mais estime que celui-ci ne peut plus être tenu face aux agents qui travaillent.

Monsieur **Patrick STRIBY** confirme qu'il s'agit de la « facilité » de l'opposition, mais qu'en tant que « petit » chef d'entreprise dont la société peut connaître des moments plus difficiles, il convient de faire des choix. Il semblerait que, dans le contexte actuel, il soit préférable de fermer le robinet de l'argent public ou de supprimer d'autres dépenses.

Monsieur **Patrick STRIBY** estime que tant localement que nationalement, ce sont les accumulations de petites décisions qui rendent, in fine, la situation compliquée.

Monsieur **le Maire** prétend recevoir Monsieur **Patrick STRIBY** cinq sur cinq mais estime que s'il y avait moins de paperasse, moins de règles, moins d'encadrement et que si l'on faisait plus confiance aux Collectivités territoriales, il y aurait moins de besoins.

Monsieur **le Maire** affirme que les dossiers qui proviennent des ressources humaines représentent 75 % de ses signatures tant à la Ville qu'à l'Agglomération. En 20 ans le nombre d'actes a été multiplié par 4 pour la même masse salariale.

Monsieur **le Maire** indique préférer une simplification des normes que de devoir « quémander » un poste comme tel est le cas dans la présente délibération.

Madame **Aline GOSALBES** souhaite savoir s'il n'est pas envisageable de faire appel à l'apprentissage.

Monsieur **le Maire** donne la parole à Monsieur Marc GRENTZINGER, chef du pôle administration générale et affaires sociales.

Monsieur Marc GRENTZINGER indique que l'apprentissage est en effet une solution encouragée et qui a les faveurs du gouvernement. Dans de petites équipes, l'apprentissage nécessite un tutorat et donc de la présence et du temps. Il y a donc un coût non seulement en temps, mais également financièrement tant en rémunération qu'en congés payés (qui ne sont pas pris en charge par l'établissement d'alternance).

Monsieur Marc GRENTZINGER estime donc qu'il s'agit d'une bonne suggestion mais pas nécessairement d'une bonne solution pour les services.

Monsieur **le Maire** précise que Monsieur Richard HORN, ancien chef du pôle technique de la Ville a fait valoir ses droits à la retraite il y a quelques mois, et que le poste qu'occupait Madame Virginie DIRRIG, chef du pôle technique, avant de reprendre la direction du pôle, n'est pour l'heure pas remplacé.

Monsieur **le Maire** remercie le pôle technique d'avoir su gérer cela et précise que dès qu'il est possible de faire des économies, celles-ci sont faites.

Madame Magdalena **KAUFMANN-SPACHTHOLZ** s'interroge sur la capacité de la Ville à faire appel à des contractuels.

Monsieur **le Maire** donne la parole à Monsieur Marc GRENTZINGER.

Monsieur Marc GRENTZINGER précise en effet, que depuis une Loi de 2019, le recours aux contractuels s'est développé et n'est plus cantonné aux besoins ponctuels ou à

l'absence de fonctionnaires disponibles. La notion de CDI, qui existait de manière anecdotique, se développe et cela sera probablement accompagné d'une modification du statut dans les prochaines années.

Monsieur **le Maire** précise que, contrairement à ce qui se passait dans les 50 à 70, les fonctionnaires qui effectuent l'ensemble de leur carrière dans une même administration sont l'exception. Cependant quand des agents ne sont pas bons, il est très compliqué de s'en débarrasser. Les premiers impactés sont les fonctionnaires, qui dans l'écrasante majorité des cas, font très bien leur travail. Tout le monde connaît cet état de fait, il n'y a que certains syndicats qui refusent de le reconnaître.

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité moins 3 abstentions (Monsieur Mathieu FRIES, Monsieur Patrick STRIBY, Madame Alexandrina TRENEVA):

- de valider les modifications tels qu'exposées ci-dessus.

POINT. 9 INFORMATIONS DU MAIRE

Monsieur **le Maire** précise que la prochaine séance du Conseil Municipal se déroulera le jeudi 25 novembre prochain.

Monsieur **le Maire** rappelle le moment de convivialité qui se déroulera entre les membres du Conseil Municipal le 9 octobre prochain.

Monsieur **le Maire** rappelle également la commémoration du 340^{ème} anniversaire de la forteresse et des 200 ans de la mort de Napoléon qui se déroulera le week-end suivant la présente séance.

Monsieur **le Maire** espère qu'à cette occasion le public et une météo clémente seront au rendez-vous.

Monsieur **le Maire** présente ses sincères condoléances à Monsieur **Mathieu FRIES** à l'occasion de la perte de sa Mère.

Monsieur **Mathieu FRIES** remercie les Conseillers Municipaux pour leurs soutiens.

POINT. 10 POINTS DIVERS

Monsieur le Maire clôt la séance à 19h37